La RPA, principale radio d'opposition du Burundi dans le collimateur du pouvoir

RFI, 05 octobre 2010 La Radio publique africaine (RPA), l'une des stations privées les plus écoutées au Burundi, est soupçonnée par les autorités d'être derrière les nouvelles violences que connaît le pays. Des accusations rejetées par les responsables de la RPA qui parlent de harcèlement. A leur tour, ils accusent les services secrets burundais de vouloir les impliquer à tout prix dans ces violences pour pouvoir s'en débarrasser. Car la radio d'orange. En deux semaines, plus d'une trentaine de personnes ont été tuées.

La radio publique africaine (RPA) est sur la sellette. Il y a deux semaines, Faustin Ndikumana, un des responsables de cette station privée, était arrêté par les services secrets et depuis une semaine, au moins quatre membres du personnel de la RPA, ont été entendus à plusieurs reprises par des magistrats et des policiers. Au cœur de cette affaire : un certain «Joël» qui aurait travaillé comme bénévole pour la RPA, alors qu'il était responsable provincial du Mouvement de solidarité et le développement (MSD), un parti d'opposition dirigé par Alexis Sinduhije, le fondateur et ancien patron de la station privée. Ce «Joël» aurait impliqué la RPA dans un trafic d'armes, ce que nient les responsables de la radio qui parlent d'un montage. André-Palice Ndimurukundo explique ce mécanisme : «À travers ces accusations de ce «Joël» qui veut impliquer la RPA dans les histoires du MSD et partant, impliquer la RPA dans les histoires de la supposée rébellion en gestation. En clair, il veut fermer la radio. On nous reproche que l'on traite des dossiers qui gênent le pouvoir, que le pouvoir ne voulait pas que ces dossiers sortent au grand jour». Pour le moment, aucun officiel burundais n'a voulu s'exprimer sur ce dossier. Mais un haut cadre de la police accuse la RPA de s'être mise au service des ennemis de son pays.